



NUMÉRO 25

— JUILLET 2018

L'Éclaireur

Le point mensuel des gérants de WeSave.fr

SOMMAIRE

02 L'éclairage du gérant
08 Points macro et marchés
09 Vues des actifs

12 Nos vues tactiques et stratégiques
13 Pour aller plus loin

Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures. Les informations communiquées dans ce document ne sauraient représenter aucune forme de conseil en investissement, ni obligation de souscription ultérieure. L'investissement en unités de compte présente un risque de perte en capital.

Vincent Lequertier - Gérant Senior chez WeSave

L'ÉCLAIRAGE DU GÉRANT

Juillet 2018



Commedia dell'arte

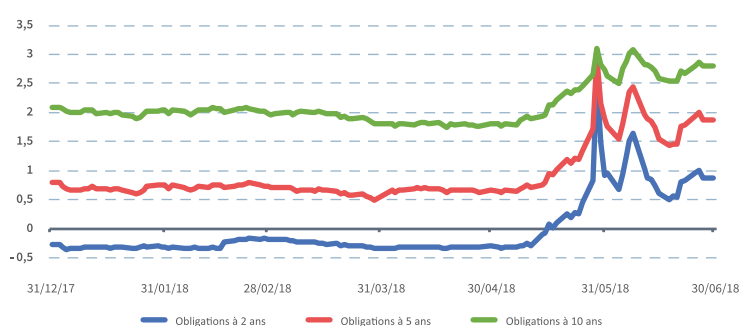
"Au théâtre, tout est dans l'acte !". Afin d'être crédible sur la durée, le gouvernement de coalition présidant dorénavant à la destinée du peuple italien devra s'approprier cet aphorisme. Le temps des "boniments" électoraux est révolu, et il convient désormais d'être à la hauteur du mandat accordé ! Mais comment réconcilier un programme électoral "populiste" avec les contraintes européennes et les pressions des investisseurs internationaux ? En sur-jouant leurs rôles respectifs par excès de zèle, les différents acteurs de cette confrontation ne risquent-ils pas de provoquer une crise majeure, voire fatale à la zone ? Quelles dispositions faut-il éventuellement prendre dans une allocation d'actifs diversifiés ?

Tragédie grecque et/ou Commedia dell'arte

Alors que la Grèce amorce graduellement une sortie de crise financière et que ses principaux marqueurs économiques se redressent enfin, l'Italie pourrait être confrontée à son tour à d'importantes difficultés de financement. Le coût auquel l'État italien emprunte

sur les marchés financiers s'est en effet envolé alors que le nouveau gouvernement de coalition s'apprêtait à prendre ses fonctions.

Rendement en % des obligations souveraines italiennes



Sources : Bloomberg, WeSave

Cette situation est particulièrement inquiétante car, pour reprendre l'expression anglo-saxonne, l'Italie est "Too Big to Fail" ... autrement dit, l'enjeu est potentiellement systémique pour l'Union Européenne (U.E.) !



Macro Italie

	Grèce	Italie	Royaume-Uni (R-U)	Union Européenne (U.E.)	U.E. hors R-U
Population (en M)	10,8	60,6	65,8	510,1	444,3
Population (en % de l'U.E.)	2,1 %	11,9 %	12,9 %	100,0 %	-
Population (en % de l'U.E. hors R-U)	2,4 %	13,6 %	-	-	100,0 %
PIB (en Mds €)	177,5	1 717,0	2 315,8	15 324,8	13 008,9
PIB (en % de l'U.E.)	1,2 %	11,2 %	15,1 %	100,0 %	-
PIB (en % de l'U.E. hors R-U)	1,4 %	13,2 %	-	-	100,0 %
PIB / Habitant (en €)	16 434	28 333	35 195	30 043	29 280
Dette (en Mds €)	317,0	2 263,0	2 031,0	12 505,0	10 474,0
Dette (en % de l'U.E.)	2,5 %	18,1 %	16,2 %	100,0 %	-
Dette (en % de l'U.E. hors R-U)	3,0 %	21,6 %	-	-	100,0 %
Dette / PIB (en %)	178,6 %	131,8 %	87,7 %	81,6 %	80,5 %
Dette / Habitant (en €)	29 352	37 343	30 866	24 515	23 574

Sources : FMI, EuroStat, WeSave

Pays fondateur de l'U.E., l'Italie a un poids bien plus important que la Grèce. La population grecque ne représente que 2.1% de l'U.E. alors que l'Italie pèse 11.9% de l'ensemble. Le PIB italien (1 717 Mds €, soit 11.2% du total) est près de 10 fois supérieur à celui de la Grèce ... les enjeux en matière d'investissement, de consommation ou d'échanges commerciaux avec les autres pays de l'U.E. sont donc considérables ! De plus, le retrait du Royaume-Uni de l'U.E. ne fera qu'accentuer le poids des membres restants, l'Italie accédant même alors au podium de la zone aux côtés de l'Allemagne et de la France.

Aujourd'hui, l'U.E. consacre beaucoup d'énergie et de moyens à atténuer les méfaits potentiels du Brexit, alors même que le contexte international est de plus en plus pressant et oppressant : montée du protectionnisme, risque de marginalisation technologique, terrorisme, immigration subie,... L'U.E. doit impérativement trouver un nouveau souffle afin de remobiliser ses membres et proposer enfin une perspective motivante à une population qui, élection après élection, confirme son rejet croissant des technocrates et des politiciens, notamment au

travers des votes "populistes". Dans ce contexte, il est essentiel que les pays de l'U.E. œuvrent de concert et parlent d'une même voix !

Mais l'improbable coalition entre la Ligue (Droite radicale du nord de l'Italie) et le Mouvement 5 Étoiles (Gauche radicale du reste de l'Italie) est parvenue à s'entendre sur un programme d'union. La Ligue entend avant tout mettre en place une importante baisse de fiscalité, quand le Mouvement 5 Étoiles souhaite notamment instaurer un "revenu de citoyenneté" d'au moins 780 €. La concomitance de baisses d'impôts massives et de subventions sociales pérennes dégradera nécessairement brutalement et durablement le Budget du pays, alors même que celui-ci est déjà déficitaire. Ce mix d'allègements fiscaux et de relance budgétaire, qui fait au demeurant étrangement écho au programme de l'Administration Trump aux États-Unis, s'oppose frontalement aux règles d'orthodoxie budgétaire de l'U.E. !

Monologues, tirades, quiproquos, ruptures, intrigues, rebondissements,... l'U.E. sera bientôt le théâtre de nombreuses joutes, et il est impossible de savoir par



avance si le spectacle donné sera une comédie ou bien une tragédie !

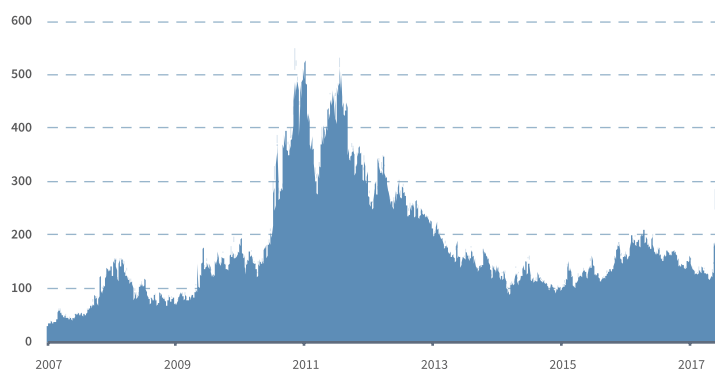
Chaos ou catharsis ?

Le premier acte a déjà commencé, et les investisseurs internationaux en sont les protagonistes. Leur constat est simple : la dette publique italienne (2 263 Mds €) est la plus importante de l'U.E., le ratio dette/PIB du pays (132%) est le 2nd derrière la Grèce, et l'Italie ayant l'une des plus faibles croissance économique de la zone (+1.3% annualisé au 1er trimestre 2018), sa capacité à rembourser ses créanciers est donc contrainte. Dès lors, la perspective d'un programme économique rationnant les rentrées fiscales et susceptible d'ajouter 100 à 150 Mds € de déficit additionnel a incité de nombreux investisseurs à délaisser la dette italienne au profit de signatures plus sécurisantes, notamment celle de l'Allemagne. De plus, à l'instar des obligations, les actions italiennes ont fait l'objet d'une brutale défection, le MIB cédant jusqu'à -13% par rapport à son plus haut annuel du 7

L'Italie dégage donc un excédent d'épargne et elle est "modérément" dépendante des financements externes puisque 68% de sa dette est détenue par des créanciers nationaux, 27% par des partenaires européens, et que seulement 5% des investisseurs sont extérieurs à la zone Euro !

mai, le secteur bancaire national perdant même -22% dans le même temps. La pression financière imposée à la nouvelle équipe dirigeante italienne est donc très forte !

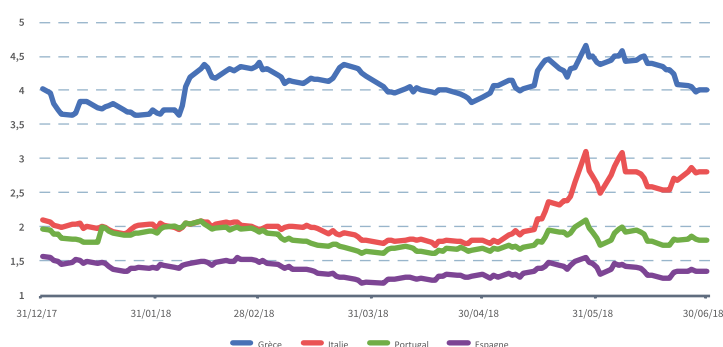
Différence de rendement entre le 10 ans italien et le 10 ans allemand



Sources : Bloomberg, WeSave

Plus inquiétant, les dettes et les actions de plusieurs pays "vulnérables" de la zone Euro ont, elle aussi, fait l'objet d'allègements prononcés. Faut-il y voir un simple principe de précaution de la part des investisseurs ou bien est-ce la manifestation d'une inquiétude plus structurelle quant à la survie à terme de la zone ? Tout comme le peuple grec interrogé sur le sujet avant lui, les sondages montrent qu'en dépit des nombreux reproches faits à l'U.E., les italiens restent majoritairement attachés à l'Euro... posture que le nouveau gouvernement italien a officiellement reprise à son compte ! À ce stade, la résistance de l'Euro face au panier des principales devises internationales est plutôt rassurante, mais elle devra être étroitement surveillée à l'avenir !

Rendement en % des obligations souveraines à 10 ans



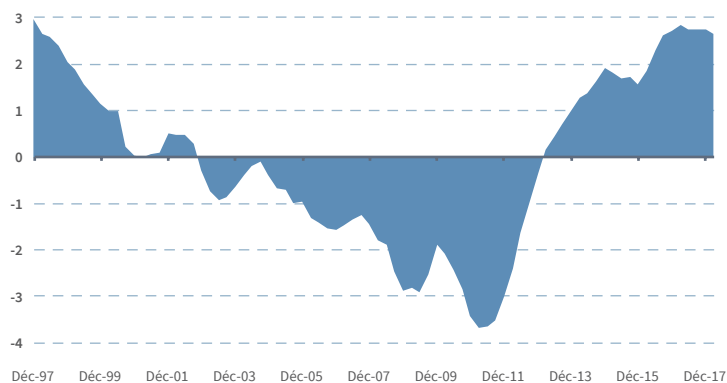
Sources : Bloomberg, WeSave



Comme toujours en Bourse, après une première réaction "épidermique", les investisseurs prennent ensuite le temps de la réflexion, ce qui a généralement pour effet d'atténuer le choc boursier initial.

L'Italie dispose d'atouts économiques qu'il ne faut pas sous-estimer ! Son tissu industriel est diversifié et performant, bien que moins compétitif que lorsque le pays disposait de très bas salaires et de la possibilité de procéder à des dévaluations compétitives grâce à la Lire italienne. Cette performance industrielle se concrétise par une balance commerciale et une balance courante toutes deux excédentaires. Autrement dit, l'Italie exporte plus aujourd'hui qu'elle n'importe, et elle prête plus aux autres pays qu'elle n'emprunte. L'Italie dégage donc un excédent d'épargne et elle est "modérément" dépendante des financements externes puisque 68% de sa dette est détenue par des créanciers nationaux, 27% par des partenaires européens, et que seulement 5% des investisseurs sont extérieurs à la zone Euro ! Par ailleurs, au prix d'importants sacrifices budgétaires, l'Italie respecte à ce jour la contrainte européenne de déficit public en % du PIB (2.3% en 2017 contre 2.5% en 2016) ... cette austérité ayant d'ailleurs eu pour effet d'attiser les votes contestataires !

Balance courante italienne (en % du PIB)



Sources : Bloomberg, WeSave

Le nouveau gouvernement italien fait valoir que le problème du pays n'est pas tant l'ampleur de sa dette, mais plutôt une croissance économique nationale insuffisante en raison de contraintes budgétaires européennes excessives. La réduction de la fiscalité et la relance budgétaire envisagées visent à doper la croissance nationale, dans l'espoir que le surplus de croissance ainsi obtenu génère de nouvelles rentrées fiscales permettant de rembourser à leur tour les injections budgétaires initiales. Tout comme aux États-Unis, il s'agit donc d'un programme de relance économique où sont conjointement stimulées l'offre et la demande nationale. Pour mettre en œuvre ce programme économique anticonformiste, l'Italie doit donc négocier plus de flexibilité budgétaire auprès de l'U.E. ... le pacte de stabilité et de croissance européen pourrait donc être remis en cause !

Le gouvernement de G.Conte souhaite tourner le dos à l'austérité, mais pas à l'U.E. ! L'Italie se sachant potentiellement "systémique" et le contexte international étant de plus en plus confus, le nouveau gouvernement italien exercera probablement une forme de chantage à l' "Italexit" sur ses partenaires européens. Parce que l'hypothèse d'une rupture avec l'Italie serait dévastatrice, divers artifices comptables ou financements européens préférentiels pourraient éventuellement être accordés à l'Italie, permettant à l'U.E. de gagner du temps afin de trouver un modus vivendi de long terme. Mais l'actuel gouvernement italien pourrait tout aussi bien n'être qu'éphémère, l'instabilité politique étant une caractéristique récurrente du pays (65 remaniements ministériels en 70 ans !) ... l'U.E. pourrait alors faire quelques concessions de façade en espérant qu'un nouveau centre de gravité politique plus "U.E. compatible" s'impose à nouveau en Italie.



Pays à l'origine des importations italiennes (M \$)	
ALLEMAGNE	73 854,5
FRANCE	39 771,1
CHINE	32 080,8
PAYS-BAS	25 459,7
ESPAGNE	23 873,2
BELGIQUE	20 258,8
ÉTATS-UNIS	16 906,1
RUSSIE	13 869,6
ROYAUME-UNI	12 881,4
SUISSE	12 575,0

Sources : Bloomberg, WeSave

Pays destinataire des exportations italiennes (M \$)	
ALLEMAGNE	63 268,7
ÉTATS-UNIS	49 963,2
FRANCE	49 343,6
ROYAUME-UNI	24 135,2
ESPAGNE	23 720,4
CHINE	20 414,4
SUISSE	20 122,9
BELGIQUE	14 524,7
POLOGNE	12 228,8
PAYS-BAS	11 841,4

Sources : Bloomberg, WeSave

Quelle que soit l'issue finale des échanges à venir, l'Italie sera indéniablement la porte-parole de revendications démocratiques et légitimes, allant bien au-delà de ses propres frontières, et cette prise de parole décalée et libérée aura d'autant plus d'importance que l'U.E. doit impérativement se réformer et se relancer. Le bien-fondé de l'actuel modèle économique et social européen s'appuyant sur l'orthodoxie budgétaire incessante et sur la quête permanente de l'excédent commercial, tel que prôné par l'Allemagne, sera âprement débattu et des modèles de société alternatives lui seront opposés. Les cyniques manœuvres politiques et commerciales de D.Trump sont en effet un révélateur de la dépendance externe de l'U.E., et elles pourraient paradoxalement favoriser une nouvelle synthèse de long terme pour l'U.E., où ses forces "domestiques"

La BCE a accordé du temps supplémentaire à l'U.E. pour se réorganiser, ce qui devrait offrir une certaine protection face aux éventuels risques baissiers

seraient prépondérantes. Les prochains face-à-face entre membres de l'U.E. conduiront assurément à des crispations, à des rancœurs,... mais, telle la catharsis au théâtre, certaines passions seront peut-être alors "purgées" pour laisser place à un épilogue constructif pour tous.

L'aversion au risque des investisseurs devrait les inciter à temporairement sous-pondérer ou bien à être neutres sur les actions européennes dans leurs allocations d'actifs. Les pays du sud de l'Europe ("périphériques") et le secteur bancaire seront probablement les plus exposés à la volatilité. Toutefois, en confirmant qu'elle maintiendra une politique monétaire durablement accommodante, la Banque Centrale Européenne (BCE) a accordé du temps supplémentaire à l'U.E. pour se réorganiser, ce qui devrait offrir une certaine protection face aux éventuels risques baissiers. Les pays émergents étant pour leur part actuellement pénalisés par la remontée du Dollar et par la hausse des taux américains, l'allocation géographique américaine devrait s'imposer logiquement, au bémol près de sa surperformance déjà acquise et des différentiels de valorisation relatifs entre les zones.



Quelques considérations boursières

La recherche de "protection" redonne de l'attrait aux obligations souveraines dans les allocations d'actifs. Les investisseurs se portent naturellement en priorité sur les signatures réputées les plus sûres, mais cela pénalise d'autant les rendements finalement obtenus ... c'est donc une allocation de "confort" ! Les obligations des pays "périphériques" sont désormais plus spéculatives mais leurs rendements sont en revanche bien plus attrayants qu'auparavant ... tout est alors question du degré d'appétence au risque de l'investisseur ! La communication de la BCE a été habile lors des événements récents car, sans céder à la panique, elle a toutefois prolongé implicitement son "bouclier protecteur", mais cela compliquera d'autant la normalisation de sa politique monétaire avant le prochain pic d'activité dans la zone. Le cycle économique n'étant pas remis en cause à ce stade, les obligations d'entreprises semblent offrir un attrait persistant.

La communication de la BCE a été habile lors des événements récents car, sans céder à la panique, elle a toutefois prolongé implicitement son "bouclier protecteur" [...]

Les investisseurs internationaux qui s'attendaient en début d'année à la poursuite de l'appréciation de l'Euro ont été contraints de réviser leurs convictions. S'ils préservent leur exposition aux actifs européens, il est en revanche probable que des couvertures de devises soient désormais mises en place. Le contrepoint au recul de l'Euro est le rebond du Dollar, ce qui est généralement une mauvaise nouvelle pour les matières premières ... cet actif de diversification perd donc provisoirement un peu d'attrait financier.



Macro-économie

- Les États-Unis ont décidé d'imposer 25% de taxes sur 50 Mds \$ de produits en provenance de Chine (12,5 Mds \$ de taxes), décidant la Chine à prendre des mesures "quantitatives et qualitatives réciproques".
- L'Administration Trump étudie même la possibilité d'appliquer 10% de taxes sur 200 Mds \$ de produits chinois

Conséquence pour les portefeuilles

Les manœuvres politiques de D.Trump (élection de mi-mandat en novembre) visent à mobiliser sa base électorale ... l'étendue et la durée de ce conflit commercial sont incertaines. Les premières victimes collatérales d'un tassement économique sont les producteurs de matières premières et les pays émergents. La Chine pourrait être tentée de dévaluer le Yuan ou bien de faire pression sur les États-Unis en vendant des obligations américaines qu'elle détient. Dans l'hypothèse d'une inflation additionnelle, les banques centrales seraient tiraillées entre la lutte contre l'inflation et le tassement de la croissance.

additionnels (20 Mds \$ de taxes).

- Ces tensions commerciales entre les 2 premières puissances au monde (40% du PIB mondial en cumulé) affectent la confiance et, en fin de compte, la croissance économique mondiale.



Relations commerciales entre les États-Unis et la Chine

Fournisseurs de la Chine (M \$)		Fournisseurs des États-Unis (M \$)	
CORÉE DU SUD	177 562	CHINE	505 597
JAPON	165 773	MEXIQUE	314 045
ÉTATS-UNIS	154 933	CANADA	299 975
ALLEMAGNE	96 945	JAPON	136 544
AUSTRALIE	92 807	ALLEMAGNE	117 745
BRÉSIL	58 304	CORÉE DU SUD	71 164
MALAISIE	54 353	ROYAUME-UNI	53 074
VIÊT-NAM	50 557	ITALIE	49 963
THAÏLANDE	41 861	FRANCE	49 000
RUSSIE	41 114	IRLANDE	48 843

Sources : Bloomberg, WeSave

Marchés financiers

- Depuis l'élection de D.Trump, le Yuan chinois s'est apprécié de +8,2% face au Dollar mais, du fait du conflit commercial opposant les deux pays, il ne gagne plus que +2,4% à la fin juin 2018.
- Bien que la balance commerciale américaine se dégrade régulièrement vis-à-vis de la Chine, les entreprises

américaines ont donc en fait bénéficié de gains de compétitivité changes depuis l'élection de D.Trump.

- Sur la même période, le Yuan avait cédé -6% contre l'Euro avant de combler intégralement cette baisse, étant désormais à -2,9%.

Conséquence pour les portefeuilles

Les impacts des devises sont déterminants pour la performance des actifs. Les investisseurs et les dirigeants d'entreprises ont besoin de stabilité sur les devises pour pouvoir se concentrer sur la performance intrinsèque de leurs investissements financiers ou industriels. Face au conflit commercial avec les États-Unis, la réaction de la Chine sur sa devise reste jusqu'à présent très mesurée, mais c'est une source potentielle d'inquiétude car beaucoup de pays émergents lui sont intimement liés. Alors qu'en 2017 l'exposition au Dollar avait pénalisé les investisseurs, elle engendre un gain cette année.



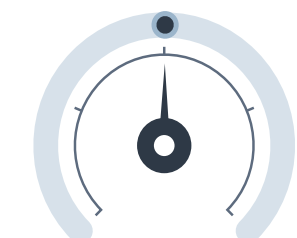
Evolution du Yuan chinois depuis l'élection de D.Trump (Base 100 = 08/11/16)



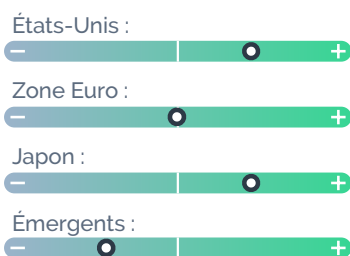
Sources : Bloomberg, WeSave



Actions

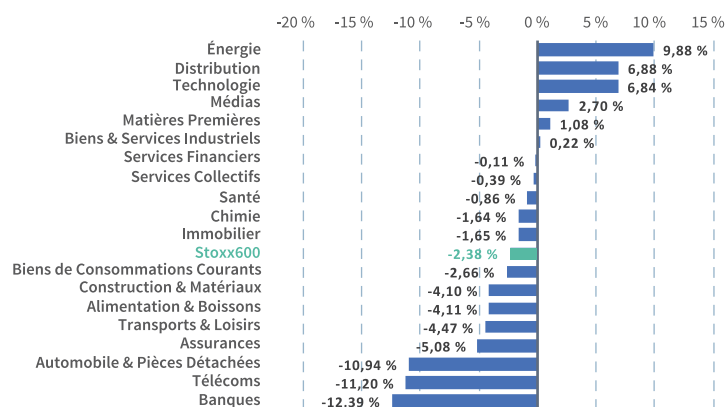


Sous-pondéré Sur-pondéré



Alors que début juin les investisseurs retrouvaient de l'appétit pour les classes d'actifs risquées, les tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine ont finalement provoqué un reflux des actions en fin de mois. Les stratégies sont contraintes d'ajuster leurs prévisions car la croissance économique de beaucoup de pays pourrait être affectée par ces tractations difficiles. De plus, l'inflation pourrait accélérer car ces surtaxes sont souvent trop brutales pour pouvoir être absorbées par les entreprises. C'est donc un scénario avec un peu moins de croissance et un peu plus d'inflation qui peut désormais être envisagé,

Performances sectorielles en 2018 du Stoxx600 européen dividendes réinvestis

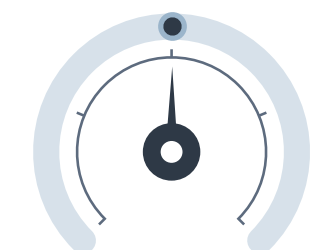


Sources : Bloomberg, WeSave

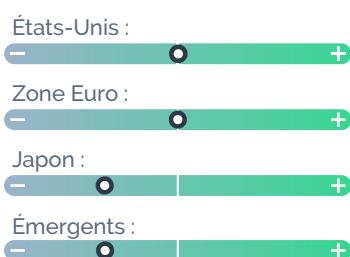
ce qui nuit aux perspectives bénéficiaires des entreprises. Les publications trimestrielles et plus encore les discours les accompagnant sont donc attendus avec beaucoup d'impatience, c'est pourquoi l'allocation sectorielle devrait rester un exercice complexe. Dans un tel contexte, nous maintenons notre neutralité sur les actions.



Obligations souveraines

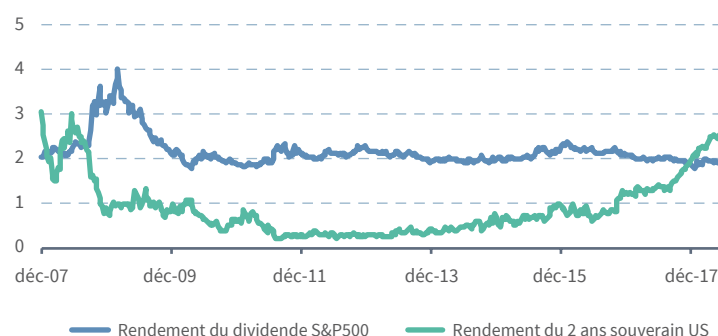


Sous-pondéré Sur-pondéré



Après un mois de mai particulièrement agité, les rendements des obligations souveraines ont retrouvé une volatilité plus conforme aux normes de la classe d'actifs. Comme attendu, la FED a encore relevé ses taux directeurs, et laisse entendre qu'elle pourrait le faire encore à deux reprises en 2018. La BCE a annoncé la fin progressive de son soutien monétaire exceptionnel d'ici à la fin d'année, mais aussi que la taille de son Bilan et que sa politique monétaire resteront ensuite stables jusqu'à la

Rendements comparés des dividendes du S&P500 et des obligations à 2 ans des USA (en %)

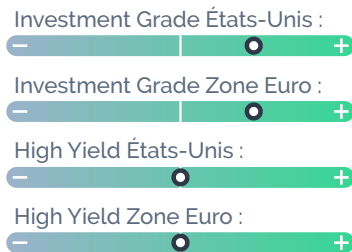
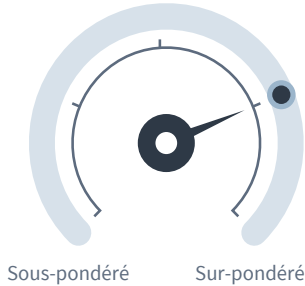


Sources : Bloomberg, WeSave

fin de l'été 2019, voire au-delà. En dépit des incertitudes croissantes quant à la croissance économique à venir, la possible montée de l'inflation pénalise actuellement les reports prudentiels vers les obligations. A noter que les obligations souveraines américaines devraient retrouver un certain attrait auprès des investisseurs car le rendement du dividende des actions leur est désormais souvent inférieur. Nous maintenons notre neutralité sur les obligations souveraines.

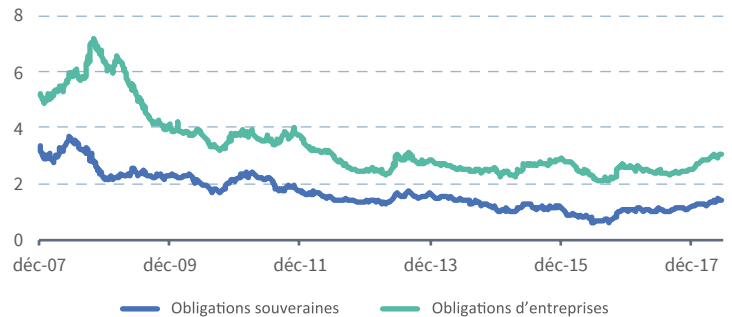


Obligations d'entreprises



L'élection de D.Trump a été concomitante avec un point bas majeur des rendements obligataires des États et des entreprises. Le cycle économique étant solide et les rendements obligataires très faibles, les investisseurs ont alors privilégié l'investissement sur les actions. Mais aujourd'hui les incertitudes sont plus nombreuses (Brexit, tensions commerciales,...) et le rendement des obligations est désormais plus intéressant. Les entreprises ayant de plus fait d'importants efforts de maîtrise de leurs coûts, leur

Rendements comparés des obligations souveraines et des obligations d'entreprises dans le monde

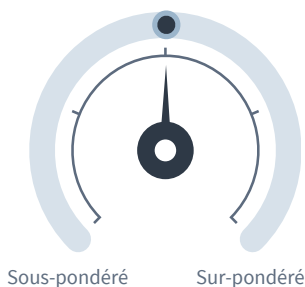


Sources : Bloomberg, WeSave

solvabilité est bien meilleure qu'auparavant. Si la pérennité de la croissance économique venait à être remise en cause, les investisseurs allégeraient leurs expositions aux actions au profit des obligations d'entreprises solvables ("Investment Grade"), d'où notre surpondération sur cette classe d'actifs. Le couple rendement-risque des sociétés ayant des Bilans fragiles ("High Yield") nous semble désormais mieux récompensé avec des rendements avoisinant les 6%.

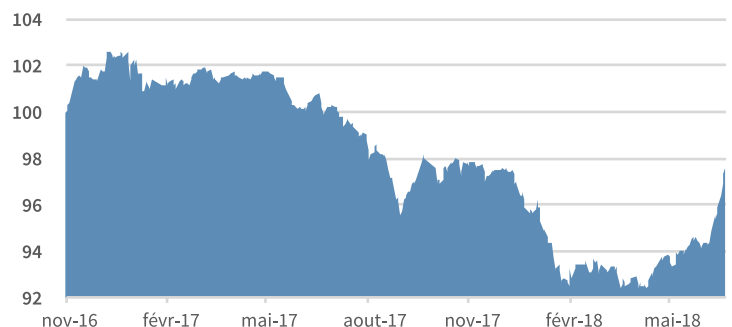


Devises



Plusieurs facteurs expliquent l'actuel rebond du Dollar face aux grandes devises internationales : la dynamique de croissance des États-Unis est dopée par des soutiens budgétaires et fiscaux, des allègements fiscaux spécifiques incitent les entreprises américaines à rapatrier des capitaux jusqu'alors immobilisés à l'étranger, et la politique monétaire de la FED est graduellement plus restrictive. Mais le bras de fer commercial initié par l'Administration Trump encourage aussi certains pays à trouver des parades pour préserver leur

Dollar contre Yuan depuis l'élection de D.Trump (Base 100 = 08/11/16)

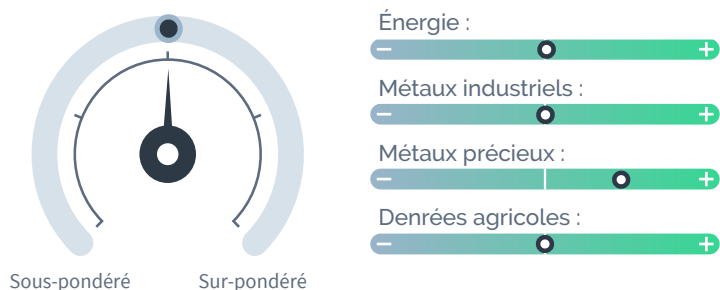


Sources : Bloomberg, WeSave

compétitivité. Il est ainsi probable que les autorités chinoises aient délibérément amorcé une dévaluation du Yuan afin de compenser en partie l'impact des taxes imposées par les États-Unis. Il convient d'être très vigilant quant à l'évolution à venir des devises car leur volatilité déstabilise les plans d'investissements des entreprises et complique certains remboursements d'emprunts ... c'est donc une source de frein à la croissance.

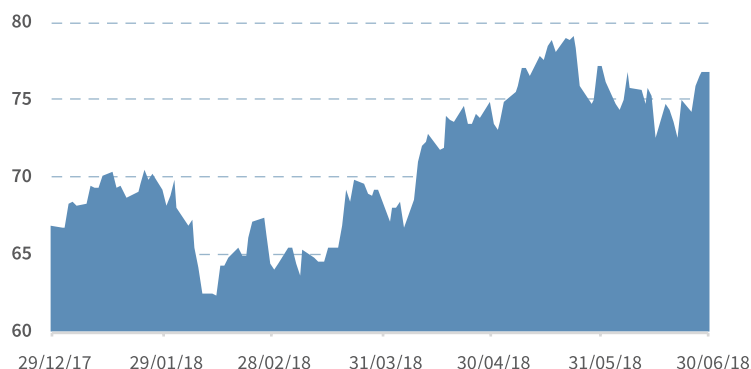


Matières premières



Le mois de juin a été caractérisé par une forte volatilité du pétrole, achevant finalement le mois à proximité de ses plus hauts annuel. L'OPEP et quelques pays alignés, dont la Russie, ont décidé d'assouplir leurs quotas de production en s'engageant à injecter jusqu'à 1 million de barils quotidiens additionnels afin de compenser les manquements de production du Venezuela ou pour contrebalancer la production que l'Iran ne pourra plus exporter du fait des sanctions américaines. Les métaux industriels ont fortement

Prix du pétrole en 2018 (en \$)

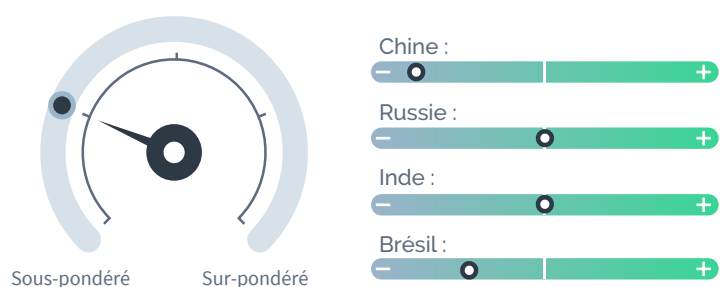


Sources : Bloomberg, WeSave

oscillé durant le mois pour finalement baisser. Les métaux précieux, et notamment l'or, ont été pénalisés par la force du Dollar. Plusieurs matières premières agricoles, dont plus particulièrement le soja, ont vu leurs cours pénalisés par les tensions commerciales internationales. Nous conservons notre allocation neutre sur les matières premières, sauf sur l'or qui nous semble encore attrayant du fait des incertitudes croissantes



Émergents



Les actifs "émergents" sont actuellement sous pression et d'importants flux de capitaux délaissent ce qui était jusqu'alors une thématique consensuelle. Les tensions commerciales initiées par l'Administration Trump pèsent ainsi tout particulièrement sur ces pays car ils sont particulièrement dépendants de la dynamique du commerce international. De plus, l'appréciation du Dollar face à la plupart des devises émergentes renchérit d'autant le coût de remboursement

Rendement des obligations des pays émergents (en %)

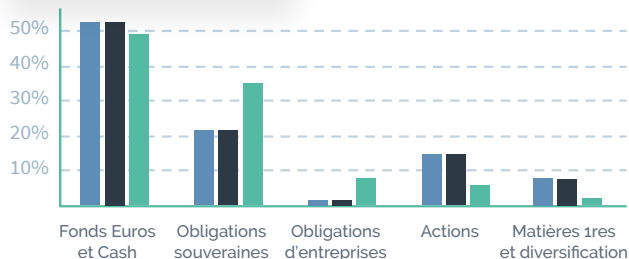
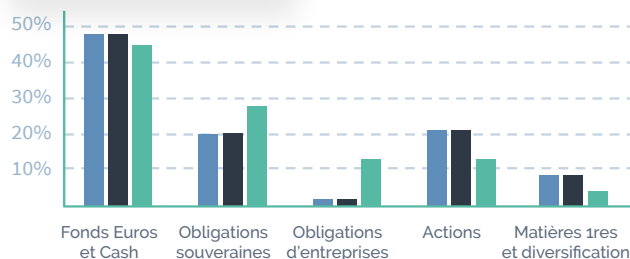
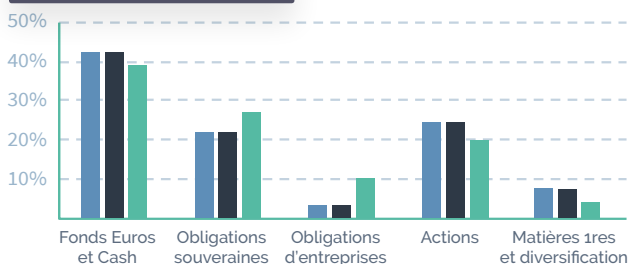
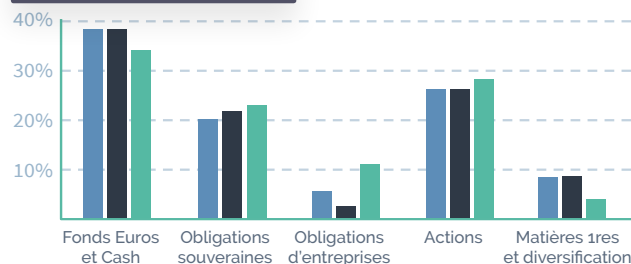
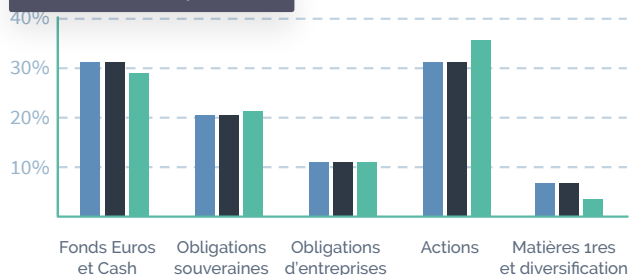
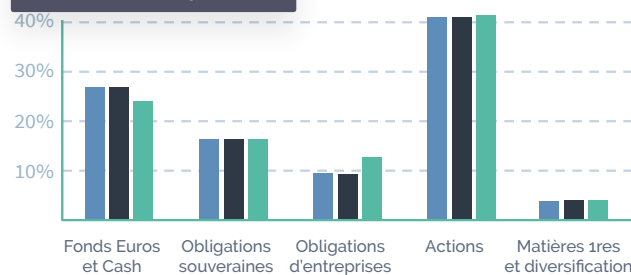
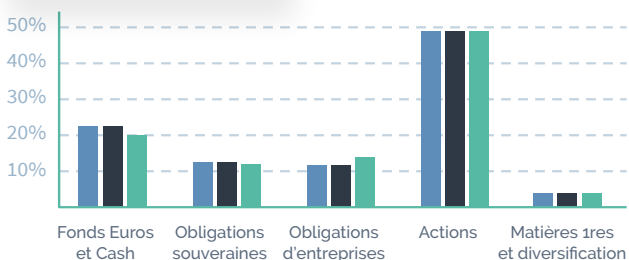
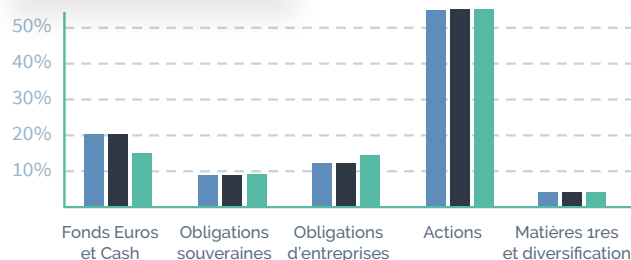
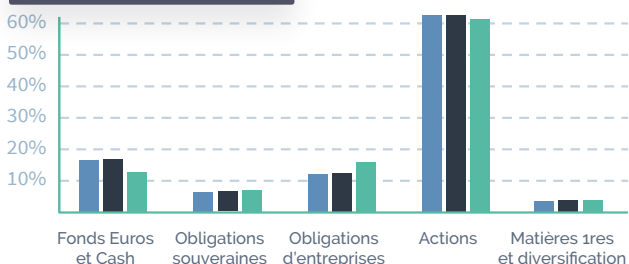
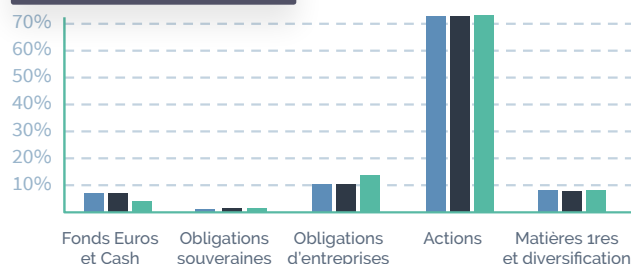


Sources : Bloomberg, WeSave

des dettes contractées en Dollar. Afin de limiter le repli de leurs devises, beaucoup de banques centrales de pays émergents relèvent leurs taux d'intérêts directeurs, ce qui pèse bien entendu sur la capacité d'emprunt des États, des entreprises et des ménages. La visibilité quant à la croissance économique à venir de ces pays se dégradant nous incite à maintenir notre sous-pondération à l'égard de cette classe d'actifs, d'autant que sa volatilité boursière est souvent forte.

Comparatifs d'allocations entre Juillet 2018, Juin 2018 et la stratégie long terme.

■ Juillet 2018 ■ Juin 2018 ■ Allocation long-terme

Profil 1 - Prudent**Profil 2 - Prudent****Profil 3 - Défensif****Profil 4 - Défensif****Profil 5 - Équilibré****Profil 6 - Équilibré****Profil 7 - Offensif****Profil 8 - Offensif****Profil 9 - Agressif****Profil 10 - Agressif**



3 bonnes raisons de ne pas laisser votre épargne sous le matelas

Certaines personnes n'ont pas le temps de s'occuper de leur épargne. D'autres avouent un manque de connaissances, voire un désintérêt total.

Quelles que soient les raisons, les conséquences sont les mêmes... L'épargne reste sous le matelas ou placée sur son équivalent contemporain, le Livret A.

Pourtant, vous le savez bien, vous occuper de votre épargne, c'est vous occuper de vos projets et de votre bien-être futur. Besoin d'un peu de motivation ? Voici 3 bonnes raisons de sortir votre épargne du matelas !

1. Pour compenser l'inflation

Imaginez... Un beau jour, un notaire vous appelle avec une curieuse surprise. Il vient de retrouver le testament d'un oncle d'Amérique dont vous ignorez jusqu'à présent l'existence.

Dans une lettre datée d'il y a plus d'un siècle, le tonton vous explique avec enthousiasme qu'il a bien réussi dans les affaires et que son héritage – un sacré magot, dit-il – vous permettra d'acheter une maison à la campagne.

Des étoiles dans les yeux, vous embarquez dans le prochain avion pour le Kansas, vous ouvrez le coffre devant le notaire et là, c'est la déception... une petite liasse de billets, 1 000 dollars au total, et un exemplaire du "Catalog of Goods de 1870" dont certaines lignes ont été entourées :

- Terrain (20 acres, soit 8 hectares) - \$100
- Maison (4 chambres) - \$700
- Étable et puits - \$150
- Vache - \$26
- **Total : \$976**

Aujourd'hui, impossible d'acheter un terrain à 100 dollars... Que s'est-il passé ? L'inflation, tout simplement ! L'inflation désigne la perte de pouvoir d'achat de la monnaie au fil du temps.

En zone Euro, la Banque Centrale Européenne pilote l'inflation pour la maintenir proche de 2 % (hors tabac). L'inflation en France s'élève à 1,6% [1]. C'est inférieur aux taux d'inflation historiques (en France, l'inflation a connu des pics allant jusqu'à 10% par an en 1970/80), mais cela suffit pour grignoter votre pouvoir d'achat chaque année...

Avec 2% d'inflation, la valeur de l'argent est divisée par deux tous les 35 ans [2]. Vous vivez aujourd'hui avec 2000 euros par mois ? Il vous faudra 4000 euros par mois dans 35 ans.

Investir sur les marchés financiers est une très bonne défense contre l'inflation. Parlez-en à votre oncle d'Amérique ! Au moment où il entourait les prix

“

L'inflation est donc la première raison pour laquelle vous devez placer votre argent intelligemment. Elle est particulièrement préoccupante pour les projets à long terme comme l'épargne-retraite.

dans son catalogue, l'indice le plus ancien des actions américaines, le Dow Jones (reconstitué) valait 32 points. Il vaut actuellement plus de 24 000 points, malgré les krachs boursiers et les crises financières.

Ne laissez pas votre argent sous le matelas : protégez votre pouvoir d'achat en l'investissant !

2. Pour financer plus facilement vos projets

Certains projets ont besoin d'un coup de pouce. Pour un achat immobilier, chaque euro supplémentaire est le bienvenu et permet de réduire le prêt ou d'ajouter quelques mètres carrés supplémentaires...

Pour des projets de ce type, vous pouvez faire en sorte que la majeure partie des fonds ne provienne pas de votre effort d'épargne mais des intérêts cumulés.

Voici un exemple chiffré, que vous pouvez reproduire sur le simulateur WeSave.

Vous épargnez 10 000 €, puis ajoutez 100 € par mois. Au bout de 15 ans investis sur le profil 10 de WeSave, il est très probable que votre épargne se situe à terme entre 45 000 € et 80 000 €, soit une moyenne de 62 500 €.

Ces 62 500 € se décomposent en :

- 28 000 € de versements
- 34 000 € d'intérêts

Autrement dit, vous aurez fait moins de la moitié de l'effort... et l'autre moitié aura été gagnée par l'épargne elle-même ! Sans rémunération de l'épargne, il aurait fallu épargner deux fois plus pour arriver au même résultat.

Cet effet est d'autant plus important que :

- la durée du placement est longue
- le taux du placement est élevé

Vous pouvez jouer sur les deux tableaux : avoir un horizon long et rechercher de meilleurs rendements en acceptant une part d'incertitude.

Un aparté pour les parents : c'est pour cette raison que le Livret A n'est pas une bonne solution pour un enfant. Le contrat Wesave Family a été créé exactement pour répondre à cette problématique

Le passage du temps permet d'épargner à votre place : profitez-en !

3. Pour aborder la vie différemment

Se prémunir contre l'inflation et faire travailler son argent sont déjà deux très bonnes raisons de s'occuper de son épargne.

Mais la vie n'est pas qu'une question d'argent. S'occuper de son épargne, c'est aussi affirmer

[1] Source INSEE, indice des prix à la consommation de mars 2018 comparé à mars 2017.

[2] Obtenu par la formule $(1,02)^{35} = 2$. Si les prix augmentent de 2% tous les ans, ils doublent en 35 ans. Une somme identique permet d'acheter moitié moins de produits et services.

sa responsabilité personnelle et faire avancer concrètement ses projets personnels.

Si vous n'avez jamais détenu de produit financier, l'acte même d'ouvrir votre premier contrat d'assurance-vie vous projettera à long terme. En mettant le pied à l'étrier, vous serez plus engagé et plus serein, vous aborderez la vie différemment !

Que vous ayez envie d'un tour du monde en voilier, d'acheter un véhicule ou de financer une année sabbatique, l'argent n'est qu'une pièce du puzzle... et en ayant posé celle-ci, vous serez plus motivé pour aller chercher les autres : établir un budget pour votre tour du monde, choisir un modèle, améliorer votre la capacité d'épargne...

Prendre en main son épargne, c'est voir plus loin, mais c'est aussi aborder le quotidien avec davantage de détermination dans ses projets...

■ En conclusion : sortez l'argent du matelas !

Votre argent n'est probablement pas sous un matelas, nous le savons bien.

Mais si vous êtes comme la majorité des Français, il est probablement sur des placements qui jouent le rôle de matelas moderne : Livret A, LDDS, livrets bancaires, compte courant non rémunéré...

Selon les dernières statistiques de la Caisse des Dépôts, 380 milliards d'euros sont placés sur les Livret A le LDDS. Combien sont réellement destinés à de l'épargne de précaution, seul usage raisonnable de ces produits ? Pire, selon la dernière enquête de la Banque de France sur l'Épargne des Français, plus de 500 milliards d'euros sont placés en "dépôts à vue", c'est-à-dire laissés sur le compte courant !

Gérer votre épargne plus efficacement, c'est à dire l'investir, est pourtant une nécessité :

- pour compenser l'inflation
- pour réaliser des projets d'envergure
- pour aborder la vie avec plus de confiance

Les contrats d'assurance-vie WeSave, c'est une épargne performance, aux frais réduits et au service client irréprochable. Alors réveillez votre épargne, elle vous le rendra bien !



Contactez un conseiller au 01 80 49 70 00

Du lun. au ven. de 9h à 19h - Après 19h et le samedi sur RDV

Ou par email à conseiller@wesave.fr

Achevé de rédiger le 30 Juin 2018 - © 2018 WeSave. Tous droits réservés. Conseiller en Investissement Financier, régulé par l'AMF

Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures. Les informations communiquées dans ce document ne sauraient représenter aucune forme de conseil en investissement, ni obligation de souscription ultérieure. L'investissement en unités de compte présente un risque de perte en capital.

WeSave est une marque de Anatec, SAS au capital de 61 795 €, dont le siège social est situé 4 rue Charlemagne 75004 PARIS, ayant pour numéro unique d'immatriculation 523 965 838 au RCS de Paris. N° ORIAS 15 004 968 (www.orias.fr) en qualité de Conseiller en Investissements Financiers (CIF), Courtier en Assurance, sous le contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), 61 rue Taitbout 75436 Paris Cedex 09. Adhérent à l'ANACOFI, agréée par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF). Garantie financière et assurance Responsabilité Civile Professionnelle conformes au Code des Assurances.